



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/49/71
24 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
CINQUIÈME COMMISSION
Points 10 et 107 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Renforcement du système des Nations Unies

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/49/L.68

État présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

A. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. Aux termes du projet de résolution A/49/L.68, l'Assemblée générale :

a) Déciderait de créer un groupe de travail de haut niveau de l'Assemblée générale, à composition non limitée, qui serait placé sous la présidence du Président de l'Assemblée générale et aurait deux vice-présidents élus par le Groupe de travail, et qui pourrait créer, selon que de besoin, des sous-groupes ouverts à la participation de tous les États Membres;

b) Déciderait également que le Groupe de travail procéderait à un examen approfondi des études et rapports établis par les organes compétents des Nations Unies et des propositions soumises par les États Membres et les observateurs, ainsi que des études et rapports présentés par des commissions indépendantes, des organisations non gouvernementales, des institutions, des spécialistes et d'autres experts, sur des sujets concernant la revitalisation du système des Nations Unies, son renforcement et sa réforme qui seraient choisis par le Groupe de travail avec le concours du Secrétariat, et, en évitant tout chevauchement avec les travaux des groupes de travail précités et sans faire obstacle à ces travaux, spécifierait par consensus les idées et propositions en découlant qu'il jugerait appropriées aux fins de la revitalisation, du renforcement et de la réforme du système des Nations Unies, conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies;

c) Prierait le bureau du Groupe de travail de rester régulièrement en contact avec les bureaux des groupes de travail mentionnés plus haut;

d) Prierait également le Groupe de travail de commencer ses travaux de fond au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale, et de présenter un rapport sur ses travaux avant la fin de cette session;

e) Prierait en outre le Secrétaire général de fournir, dans les limites des ressources existantes, complétées par un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires, toute l'assistance nécessaire au Groupe de travail, notamment les installations et les services d'appui dont il aurait besoin pour mener ses travaux;

f) Déciderait d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session une question intitulée "Renforcement du système des Nations Unies".

B. Corrélation entre les demandes formulées et le programme de travail

2. Les activités qu'il est demandé d'entreprendre dans le projet de résolution A/49/L.68 relèvent du programme 3 (Affaires de l'Assemblée générale) du grand programme I (Maintien de la paix et de la sécurité, désarmement et décolonisation) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 tel que révisé¹. Les activités correspondantes sont inscrites au sous-programme intitulé "Affaires de l'Assemblée générale" du chapitre 3B (Département des affaires politiques I) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995².

C. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

3. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/49/L.68, les activités qu'il faudrait prendre pour donner suite aux demandes formulées seraient les suivantes :

a) Le Groupe de travail serait prié de commencer ses travaux de fond au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale. Avant de siéger au cours de la cinquantième session de l'Assemblée, il se réunirait, toutefois, pendant la quarante-neuvième session pour examiner des questions d'organisation;

b) S'il est vrai que le Groupe de travail devrait encore déterminer la fréquence de ses réunions, aux fins de l'estimation des incidences financières du projet de résolution, on suppose que le Groupe de travail tiendrait un nombre limité de réunions à New York au cours de la période allant de septembre à décembre 1995. Du 1er janvier à fin septembre 1996, on suppose qu'il tiendrait une ou deux séances par semaine, soit au total un maximum de 78 réunions. Un rapport serait présenté à l'Assemblée générale en septembre 1996. En 1995 et 1996, le Groupe de travail tiendrait une séance le matin et une l'après-midi, les services d'interprétation étant assurés et de documentation établie dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Pour les réunions prévues en 1995, on part de l'hypothèse qu'il y aurait 25 pages de documentation de présession et 150 pages de documentation de session dans les six langues officielles. Pour la période allant de janvier à fin septembre 1996, on compte qu'il y aurait 50 pages de documentation de présession, 500 pages de documentation de session et 32 pages de documentation de postsession dans les six langues officielles;

/...

c) On suppose que les participants aux travaux du Groupe de travail seraient des représentants de gouvernements et que l'Organisation des Nations Unies ne prendrait à sa charge ni les frais de voyage ni l'indemnité de subsistance;

d) On suppose également qu'aucune couverture médiatique (presse écrite, radio et télévision) ne serait requise pour les réunions du Groupe de travail;

e) Le Secrétaire général fournirait des services fonctionnels et techniques au Groupe de travail et établirait, entre les réunions, les autres documents dont le Groupe de travail pourrait avoir besoin. À en juger par les travaux d'autres groupes de travail de l'Assemblée générale, la demande de services de secrétariat et d'assistance fonctionnelle serait considérable, compte tenu en particulier de l'ampleur du mandat que l'Assemblée générale est invitée à conférer au Groupe de travail. Il s'agirait donc, au titre des services fonctionnels, de procéder à un examen approfondi d'études et de rapports d'organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies et de textes présentés par les États Membres et des observateurs, ainsi que d'études et de rapports de commissions indépendantes, d'organisations non gouvernementales, d'institutions, de chercheurs et autres experts, sur des questions relatives à la revitalisation, au renforcement et à la réforme du système des Nations Unies, autant de documents qui devraient être sélectionnés par le Groupe de travail avec l'assistance du Secrétariat. Ces études sont nombreuses et volumineuses et portent sur les nombreux aspects des travaux du système des Nations Unies dans les domaines politique, économique, social et autre;

f) Le Secrétaire général créerait un fonds d'affectation spéciale pour cette activité et inviterait les États Membres à verser des contributions volontaires pour couvrir les dépenses qui ne pourraient pas être financées par le budget ordinaire.

D. Modifications à apporter au programme de travail
approuvé pour 1994-1995

4. Les activités prévues dans le projet de résolution relèveraient de la catégorie des activités énumérées à l'alinéa b) du paragraphe 1 du sous-programme intitulé "Affaires de l'Assemblée générale" du chapitre 3B du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995. En conséquence, il ne serait pas nécessaire de modifier le programme de travail.

E. Dépenses supplémentaires calculées sur la base du coût intégral

5. Pour donner suite à la demande formulée dans le projet de résolution, il faudrait fournir des services fonctionnels, techniques et de conférence au Groupe de travail avant et pendant ses réunions. On estime, donc, qu'outre les services de conférence à prévoir, il faudrait disposer d'effectifs supplémentaires [trois mois de travail d'un P-5, d'un P-4 et d'un agent des services généraux (autres classes)] et l'équivalent de 15 mois de travail de services de consultants pour entreprendre les activités mentionnées à l'alinéa e) du paragraphe 3 ci-dessus et pour fournir un appui au Groupe de travail en 1995. En ce qui concerne 1996, on estime qu'il faudrait prévoir neuf mois de travail des trois fonctionnaires des classes susmentionnées et 45 mois de travail de consultants.

6. Le fonctionnaires de la classe P-5 ferait fonction de Secrétaire du Groupe de travail et serait chargé, en consultation étroite avec le Président du Groupe, de prendre les dispositions voulues en vue des réunions du Groupe de travail et de son bureau, d'établir des projets d'ordre du jour, des notes de procédure et autres à l'intention du Président, le projet de programme de travail et le calendrier des réunions, de coordonner l'établissement de la documentation de fond nécessaire en coopération avec les services du Secrétariat, les institutions et organisations intéressées et les différents experts, et de fournir une assistance et des avis au Président pour les questions relatives à la conduite de réunions, aux consultations avec le Président et d'autres groupes de travail et à l'application du règlement intérieur et de la pratique de l'Assemblée générale. Le fonctionnaire de la classe P-4 assisterait le Secrétaire, établirait le résumé des débats à l'intention du Président et du bureau, établirait des projets de document sur les questions de procédure relatives au mandat du Groupe de travail, rassemblerait la documentation voulue et établirait la partie du projet de rapport du Groupe de travail à l'Assemblée générale relative aux questions de procédure. L'agent des services généraux, qui ferait fonction de commis aux séances, dactylographierait des notes, des directives et la correspondance, dresserait la liste des orateurs, établirait les annonces à insérer dans le Journal des Nations Unies, distribuerait la documentation et réserverait les salles de réunion.

7. Les dépenses supplémentaires se répartiraient comme suit :

(En dollars des États-Unis)

	<u>1995</u>	<u>1996</u>	<u>Total</u>
Dépenses de personnel	70 800	217 600	288 400
Consultants	125 000	375 000	500 000
Total partiel	<u>195 800</u>	<u>592 600</u>	<u>788 400</u>
Services de conférence	255 300	1 080 800	1 336 100
Total général	<u><u>451 100</u></u>	<u><u>1 673 400</u></u>	<u><u>2 124 500</u></u>

F. Possibilités de financement

8. Le budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 contiennent tous deux des ressources, non seulement pour les réunions déjà inscrites au calendrier des conférences, mais également pour les réunions qui seront ajoutées ultérieurement sur décision de l'Assemblée générale, à condition que le nombre et la répartition des réunions soient conformes au schéma des années précédentes. Cela étant, on ne compte pas qu'il faudra ouvrir de crédits supplémentaires au titre des services de conférence.

9. Des ressources n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³ au titre des services fonctionnels et techniques de secrétariat nécessaires pour les réunions prévues dans le projet de résolution. Le Secrétaire général croit toutefois comprendre qu'il serait

/...

possible de couvrir les dépenses afférentes aux services de consultants nécessaires pour contribuer aux services fonctionnels à fournir pour les réunions du Groupe de travail en 1995 (125 000 dollars) à l'aide du fonds d'affectation spéciale devant être créé aux fins de la mise en oeuvre des activités prévues dans le projet de résolution A/49/L.68. À ce stade, on ne compte pas que les dépenses de personnel prévues au titre du service du Groupe de travail (70 800 dollars) pourront être financées de la sorte. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/49/L.68, le Secrétaire général s'emploierait à couvrir ces dépenses à l'aide des ressources totales disponibles au titre du budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995. Il serait rendu compte des dépenses effectivement engagées à cet égard dans le second rapport sur l'exécution du budget de 1994-1995.

10. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/49/L.68, on compte, à l'heure actuelle, que les dépenses supplémentaires à engager au titre des services de conférence nécessaires au Groupe de travail en 1996 pourront être couvertes à l'aide des ressources demandées au chapitre 26E du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. À ce stade, on compte également que les dépenses supplémentaires au titre des services de consultants en 1996 seraient couvertes à l'aide des contributions volontaires versées au fonds d'affectation spéciale devant être créé par le Secrétaire général. En ce qui concerne les ressources additionnelles qui pourraient être nécessaires pour financer le personnel supplémentaire chargé d'assurer le service du Groupe de travail en 1996, des prévisions de dépenses révisées pour 1996-1997 seront présentées à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

G. Récapitulation

11. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/49/L.68, on ne compte pas actuellement qu'il faudrait ouvrir un crédit additionnel au budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995.

12. Pour que le Groupe de travail puisse se réunir pendant la cinquantième session de l'Assemblée générale, il faudrait obtenir une dérogation spéciale au paragraphe 7 de la résolution 40/243 du 18 décembre 1985, dans laquelle l'Assemblée a décidé qu'aucun des organes subsidiaires de l'Assemblée générale ne pourrait se réunir au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant une session ordinaire de l'Assemblée si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 6 (A/47/6/Rev.1 et rectificatif), (vol. I).

² Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 6, (A/48/6/Rev.1), (vol. I).

³ Ibid., Supplément No 6A (A/48/6/Rev.1/Add.1).